N° 11-002F au catalogue (English 11-002E) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

MAR 14 2003

Le vendredi 14 mars 2003

VOIR AUSSI

- **Un diplôme universitaire, ça rapporte toujours**

  Les gains annuels moyens ont dépassé 30 000 $ pour la première fois en 2000, les Canadiens occupés ayant commencé à tirer avantage de la mondialisation et de l'économie du savoir, d'après les données du Recensement de 2001. Celles-ci montrent clairement que les études supérieures sont la voie de revenus supérieurs.

- **Les Canadiens sont plus scolarisés que jamais**

  Le Canada a amorcé le XXIe siècle avec une population plus scolarisée que jamais, d'après le Recensement de 2001. Le fait marquant des années 1990 aura été la forte croissance du nombre de Canadiens ayant fait des études collégiales et universitaires, une tendance qui a commencé à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

- **La valeur des permis de construction à un niveau record**

  L'activité inégalée observée l'année dernière dans le secteur de la construction s'est poursuivie en 2003. Les municipalités ont délivré pour 4,3 milliards de dollars en permis de bâtir en janvier, ce qui éclipse le sommet mensuel précédent de 4,0 milliards de dollars enregistré en octobre 2002. Le niveau de janvier surpasse de 12,3 % celui de décembre 2002.

- **Les investissements dans la biotechnologie génèrent des revenus élevés**

  Les entreprises de biotechnologie connaissent une croissance très rapide, selon une étude de Statistique Canada et d'Industrie Canada. De nouveaux produits et procédés de biotechnologie sont mis en marché, et les rendements de la recherche-développement dans le domaine sont à la hausse.

L'économie continue de générer de l'emploi

Le taux de chômage est resté inchangé en février, à 7,4 %, malgré la création de 55 000 emplois générés par une économie encore vigoureuse. Depuis le début de 2002, le nombre d'emplois créés s'élève à 613 000, ce qui représente une croissance de 4,1%.

Si le taux de chômage n'a pas varié, c'est parce que 54 500 personnes sont entrées sur le marché du travail à la recherche d'emploi.

Par contre, les États-Unis ont enregistré des pertes de 308 000 emplois en février, et le taux de chômage y est passé de 5,7 % à 5,8 %.

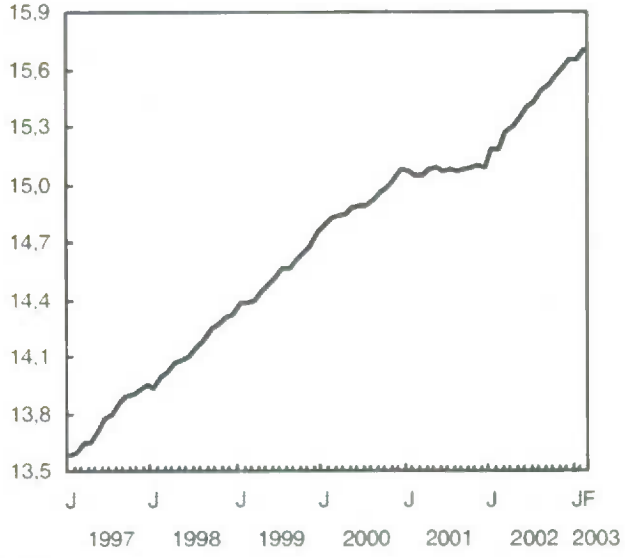
La tendance à la hausse de l'emploi à temps plein s'est poursuivie en février. L'augmentation de 27 500 postes a porté la progression au cours des 14 derniers mois à 409 000 (+3,3 %).

L'emploi à temps partiel a augmenté de 27 700 en février, annulant la majeure partie de la baisse observée en janvier. Depuis

(suite à la page 2)

Emploi

En millions, données désaisonnalisées



L'économie continue de générer... *(suite de la page 1)*

le début de 2002, le nombre d'emplois à temps partiel a affiché une forte croissance, les hausses totalisant 204 000 (+7,4 %).

En février, l'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans a augmenté de 30 000, principalement dans le travail à temps plein. Cette hausse a plus que contrebalancé la baisse de janvier et a fait passer le taux de chômage des 15 à 24 ans de 13,7 % à 13,2 %. Une bonne partie de la hausse d'emploi chez les jeunes est survenue chez les étudiants âgés de 15 à 19 ans en Ontario.

L'emploi chez les adultes a aussi progressé en février. Pour les femmes, la hausse a été de 15 000 postes, tous à temps partiel, tandis qu'il y a eu une augmentation de 10 000 emplois chez les hommes, presque tous à temps plein.

Le taux de chômage chez les femmes est demeuré inchangé à 6,1 %, tandis que celui des hommes a augmenté de 0,1 point pour s'établir à 6,4 %, en raison du plus grand nombre d'hommes âgés de 25 ans et plus qui étaient à la recherche d'un emploi.

L'emploi dans le secteur de la fabrication s'est accru de 21 000, la hausse s'étant répartie dans la plupart des provinces. Les augmentations les plus marquées sont survenues dans la fabrication de produits en bois et de celle de meubles, ainsi que dans la transformation des aliments. L'emploi dans le secteur de la fabrication s'est avéré l'une des pierres angulaires de la croissance au cours des huit premiers mois de 2002, mais il a connu un ralentissement au cours de la dernière partie de l'année.

L'emploi s'est accru de 28 000 postes en Ontario, poursuivant la tendance amorcée dans la deuxième moitié de 2002. Cette croissance est survenue chez les jeunes, principalement chez les étudiants âgés de 15 à 19 ans, ainsi que chez les femmes. Elle a aussi été plus marquée dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans l'administration publique et le commerce. Elle a été, toutefois, en partie contrebalancée par une baisse dans les services d'enseignement. Le taux de chômage de la province est passé de 6,8 % à 6,7 %.

Après une forte croissance en 2002, l'emploi au Québec est demeuré à peu près inchangé pour un deuxième mois consécutif. En février, il y avait 19 000 travailleurs à temps partiel de plus, tandis que l'emploi à temps plein a légèrement baissé (-10 000). Quant au taux de chômage, il a légèrement progressé de 0,2 point pour s'établir à 8,6 %, conséquence de l'accroissement de la population active.

Enquête sur la population active, février 2003
Données désaisonnalisées[1]

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	**16 960,6**	**0,3**	**15 702,8**	**0,4**	**1 257,9**	**7,4**
Terre-Neuve-et-Labrador	265,0	0,2	218,6	0,7	46,4	17,5
Île-du-Prince-Édouard	76,5	0,7	67,8	0,3	8,8	11,5
Nouvelle-Écosse	478,0	-0,2	435,4	0,3	42,6	8,9
Nouveau-Brunswick	392,2	0,8	350,2	0,2	41,9	10,7
Québec	3 998,5	0,4	3 655,3	0,2	343,2	8,6
Ontario	6 664,9	0,4	6 219,9	0,5	445	6,7
Manitoba	597,2	0,1	566,7	-0,1	30,5	5,1
Saskatchewan	518,6	0,1	487,6	-0,1	31,0	6,0
Alberta	1 789,7	-0,3	1 699,3	0,2	90,4	5,1
Colombie-Britannique	2 180,1	0,6	2 002,0	0,6	178,1	8,2

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

En Colombie-Britannique, l'emploi a crû de 12 000 postes, tous à temps plein. Cette augmentation a contrebalancé la baisse observée au cours des cinq mois précédents, ce qui laisse l'emploi dans la province à un niveau à peu près équivalent à celui d'août dernier. Les hausses d'emploi en février sont survenues principalement dans le secteur de la fabrication, dans les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que dans l'administration publique (principalement fédérale et locale). Bien que des emplois se soient ajoutés dans la province, le taux de chômage est demeuré inchangé à 8,2 %, en raison d'une activité accrue sur le marché du travail.

L'emploi en Alberta a légèrement progressé, une augmentation de 8 000 postes à temps plein ayant été en partie contrebalancée par un recul de 4 000 postes à temps partiel. Par conséquent, l'emploi dans la province s'est accru de 59 000 (+3,6 %) depuis le début de 2002.

Pour en savoir plus, voir ***Information population active*** *(Internet : 71-001-XIF, 8 $ / 78 $). Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788. Pour des questions analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)*

Un diplôme universitaire, ça rapporte toujours

Les gains annuels moyens ont dépassé 30 000 $ pour la première fois en 2000, les Canadiens occupés ayant commencé à tirer avantage de la mondialisation et de l'économie du savoir, d'après les données du Recensement de 2001. Celles-ci montrent clairement que les études supérieures sont la voie de revenus supérieurs.

Les gains moyens des personnes âgées de 15 ans et plus ayant un revenu d'emploi (plus de 16,4 millions de personnes) en 2000 se situaient à 31 757 $, contre 29 596 $ en 1990 et 29 229 $ en 1980.

Les gains des personnes travaillant à temps plein toute l'année s'élevaient à 43 231 $ en 2000, contre 41 013 $ dix ans plus tôt.

La progression des gains moyens au cours des dix dernières années est attribuable à trois facteurs : la demande de travailleurs hautement qualifiés permettant de répondre aux technologies de pointe et à la mondialisation, le vieillissement de la génération du baby-boom qui a enregistré des hausses de gains considérables au cours de la décennie et le nombre accru de travailleurs ayant fait des études universitaires.

Par conséquent, le nombre de travailleurs dans les tranches de revenus plus élevés, soit ceux qui gagnent 80 000 $ ou plus par an, et particulièrement ceux qui font 100 000 $ ou plus, a bondi au cours des années 1990.

Parallèlement, quatre personnes sur dix ayant un revenu d'emploi au Canada gagnaient moins de 20 000 $ par an. Il s'agit essentiellement de la même proportion qu'en 1990. En 2000, environ 59 % des travailleurs gagnant moins de 20 000 $ qui travaillaient à temps plein toute l'année avaient fait des études secondaires ou moins, et 16 % avaient terminé des études universitaires.

Les femmes âgées de 15 ans et plus qui ont un revenu d'emploi gagnent 64 cents pour chaque dollar gagné par les hommes. Cet écart est plus réduit pour les femmes plus jeunes. En 1980, les femmes gagnaient seulement 52 cents pour chaque dollar gagné par les hommes.

Le recensement montre que les études universitaires mènent à l'obtention de gains plus élevés. Plus de 60 % des personnes de la catégorie des plus faibles gains n'avaient pas fait plus que des études secondaires en 2000, tandis que plus de 60 % de celles faisant partie de la catégorie plus élevée avaient un diplôme universitaire.

Les diplômés d'université sont encore ceux qui gagnent le plus d'argent. En 2000, ils ont fait en moyenne 25 545 $ de plus que les travailleurs à temps plein n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires.

Les travailleurs à temps plein ayant fait des études universitaires faisaient 61 823 $ en moyenne, contre 41 825 $ pour les diplômés de collèges et 36 278 $ pour ceux ayant un diplôme d'études secondaires.

Cependant, le recensement montre aussi que ce sont les groupes plus âgés, plus scolarisés et ayant plus d'expérience de travail qui enregistrent les plus importantes hausses des gains. Un fossé très net se creuse entre les générations sur le marché du travail, alors que les jeunes groupes réalisent des gains plus faibles que les groupes plus âgés ayant plus d'expérience.

Les immigrants récents gagnent beaucoup moins que leurs homologues nés au Canada, et ce, même après dix ans passés au pays. Cette situation s'applique tant aux immigrants ayant un niveau de scolarité peu élevé qu'à ceux ayant un grade universitaire.

Pour en savoir plus, contactez les Relations avec les médias au (613) 951-4636.

La demande constante de nouveaux logements fait augmenter les prix

En janvier, le prix des maisons neuves au Canada, tel que mesuré par l'Indice des prix des logements neufs (1992=100), a augmenté de 0,3 % par rapport à décembre. Par rapport à janvier 2002, cet indice a progressé de 5,1 %, ce qui maintient la tendance à la hausse de décembre 2002.

La demande constante de nouveaux logements ainsi que la hausse des coûts de la main-d'oeuvre qualifiée et des matériaux de construction pour les constructeurs ont contribué à faire grimper les prix à l'échelon national.

Sur les 21 centres urbains visés par l'enquête, 13 ont affiché des hausses mensuelles. Parmi les centres où la croissance a été la plus forte, Saint John-Moncton-Fredericton, Québec, Montréal et St. Catharines-Niagara viennent en tête, avec une hausse de 1,2 %. Une bonne progression a aussi été observée à Halifax (+1,0 %) et à London (+0,9 %).

Le numéro du premier trimestre de 2003 de ***Statistiques des prix des immobilisations*** *(papier : 62-007-XPB, 24 $ / 79 $) paraîtra en juillet. Pour plus de renseignements, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 (courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix.*

Les Canadiens sont plus scolarisés que jamais

Le Canada a amorcé le XXIe siècle avec une population plus scolarisée que jamais, d'après le Recensement de 2001. Le fait marquant des années 1990 aura été la forte croissance du nombre de Canadiens ayant fait des études collégiales et universitaires, une tendance qui a commencé à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Trois facteurs ont favorisé des progrès dans le domaine de l'éducation entre 1991 et 2001 : premièrement, un marché du travail préférant les travailleurs qualifiés afin d'être concurrentiel dans une économie mondiale à la technologie avancée; deuxièmement, des politiques d'immigration visant à attirer les immigrants hautement qualifiés; troisièmement, la récession du début des années 1990, qui a été particulièrement difficile pour la jeunesse canadienne.

Les augmentations dans le milieu scolaire ont été beaucoup plus apparentes dans le groupe des 25 à 34 ans. Cette génération se trouvait dans le groupe des 15 à 24 ans lorsque la récession des années 1990 a frappé. Plusieurs d'entre eux auraient choisi de demeurer à l'école au lieu de faire face à un marché du travail incertain.

Selon le recensement, 28 % des personnes âgées de 25 à 34 ans ont un diplôme universitaire et 21 %, un diplôme d'études collégiales. Un autre 12 % d'entre elles ont un diplôme d'une école de métiers. Dans l'ensemble, 61 % des personnes de ce groupe d'âge ont des compétences supérieures au secondaire. À titre comparatif, au Recensement de 1991, 49 % des personnes âgées de 25 à 34 ans avaient un titre postsecondaire.

Cette croissance a modifié le profil scolaire de la population adulte dans son ensemble, c'est-à-dire les Canadiens âgés de 25 ans et plus. De 1991 à 2001, la proportion des personnes ayant un diplôme universitaire est passée de 15 % à 20 %. Un autre 16 % d'entre elles avaient un diplôme d'études collégiales en 2001, contre 12 % dix ans plus tôt. La proportion de celles ayant un diplôme d'une école de métiers est demeurée stable (12 %).

Les niveaux de scolarité ont augmenté tant chez les hommes que chez les femmes. Dans le cas des hommes âgés de 25 ans et plus, 21 % étaient titulaires d'un titre universitaire en 2001, contre 17 % en 1991. La proportion des hommes ayant un diplôme d'études collégiales est passée de 10 % à 13 % au cours de la décennie.

La croissance est encore plus marquée chez les femmes. La proportion des femmes adultes titulaires d'un diplôme universitaire est passée de 14 % en 1991 à 20 % en 2001. Environ 18 % avaient un diplôme d'études collégiales en 2001, contre 14 % dix ans plus tôt.

Dans l'ensemble, le nombre de Canadiens âgés de 25 ans et plus ayant un diplôme d'une université, d'un collège ou d'une école de métiers a crû de 2,7 millions, en hausse de 39 %, soit deux fois et demie la croissance démographique de ce même groupe d'âge.

En 2001, 1,1 million de personnes de 25 à 64 ans en âge de travailler étaient titulaires d'un doctorat, d'une maîtrise ou d'un autre titre de compétence supérieur au baccalauréat, tels des grades en droit, en médecine, en médecine dentaire ou en médecine vétérinaire. Il s'agit d'une hausse de 50 % par rapport aux 750 000 enregistrés en 1991.

Concernant la discipline d'études, les changements survenus au cours de la décennie reflètent le nombre croissant d'étudiants qui choisissent les domaines des technologies et des affaires. Environ 12 % des 1,2 million des diplômés universitaires entre 1991 et 2001 ont étudié dans le domaine des affaires et du commerce. Un autre 11 % ont étudié en génie.

Le recensement a aussi révélé que 61 % des immigrants en âge de travailler qui sont arrivés dans les années 1990 avaient un diplôme d'une école de métiers, d'un collège ou d'une université en 2001.

Pour plus de renseignements, contactez les Relations avec les médias au (613) 951-4636.

La valeur des permis de construction à un niveau record

L'activité inégalée observée l'année dernière dans le secteur de la construction s'est poursuivie en 2003. Les municipalités ont délivré pour 4,3 milliards de dollars en permis de bâtir en janvier, ce qui éclipse le sommet mensuel précédent de 4,0 milliards de dollars enregistré en octobre 2002. Le niveau de janvier surpasse de 12,3 % celui de décembre 2002.

Ce nouveau record s'explique par l'effervescence du marché des logements neufs, unifamiliaux et multifamiliaux.

La valeur des permis de construction résidentielle a atteint un record mensuel de 2,8 milliards de dollars, en hausse de 14,4 % par rapport à décembre et de 7,2 % par rapport au précédent sommet enregistré en avril 2002.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est élevée à 2,0 milliards de dollars en janvier, soit 11,5 % de plus qu'en décembre et 6,3 % de plus que le sommet précédent affiché en octobre 2002. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle au cours des six derniers mois.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont progressé de 21,8 %, atteignant 838 millions de dollars, niveau qui n'a été surpassé qu'une seule fois.

Les conditions attrayantes incitant les consommateurs à se tourner vers le marché des maisons neuves prévaut toujours et explique en partie les bons résultats de janvier. Les taux hypothécaires bas ont un effet positif sur l'accès à la propriété.

La plus importante contribution à la hausse mensuelle (en dollars) dans le secteur résidentiel est venue de l'Ontario (+24,4 %), surtout en raison de la montée en flèche de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux dans la région de Toronto. Le Québec occupe le deuxième rang (+45,6 %). Au Québec, ce niveau constitue un sommet, tandis qu'en Ontario, seul le niveau atteint en avril 2002 était supérieur. Le Manitoba et la Saskatchewan ont aussi enregistré de nouveaux sommets mensuels.

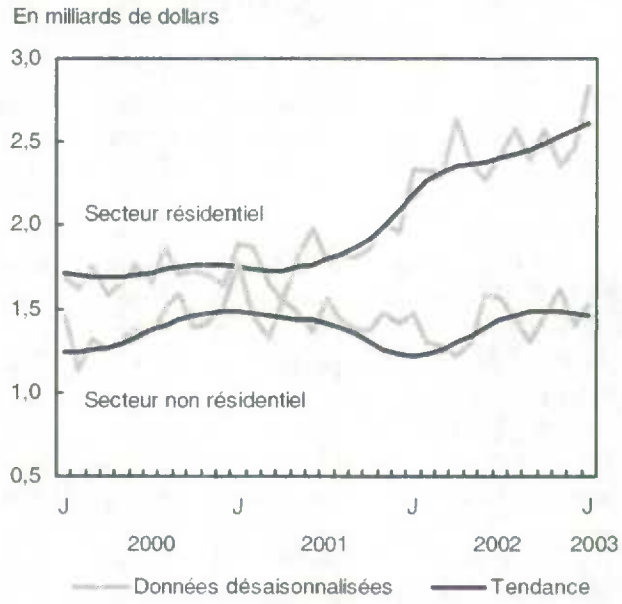
Du côté non résidentiel, les municipalités ont délivré pour 1,5 milliard de dollars en permis, en hausse de 8,7 % par rapport à décembre.

Les intentions de construction commerciale ont alimenté la hausse de la valeur des permis de construction non résidentielle en janvier. La valeur des permis de construction commerciale a bondi de 52,6 %. Il s'agit de la valeur la plus élevée depuis janvier 2001. Cette augmentation tient surtout à la hausse enregistrée du côté des immeubles à bureaux et dans les catégories du commerce et des services.

Les intentions de construction industrielle ont chuté de 18,6 % pour s'établir à 253 millions de dollars. Les usines de fabrication ont affiché la plus forte baisse. Par ailleurs, les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 25,4 % pour s'établir à 374 millions de dollars, en raison de baisses dans la catégorie des immeubles à vocation médicale et des hôpitaux.

Le numéro de janvier 2003 de ***Permis de bâtir*** *(Internet : 64-001-XIF, 14 $ / 145 $) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533. Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.*

Valeur des permis de construction



Les investissements dans la biotechnologie génèrent des revenus élevés

Les entreprises de biotechnologie connaissent une croissance très rapide, selon une étude de Statistique Canada et d'Industrie Canada, qui se base sur des enquêtes sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 1997 et de 1999.

De nouveaux produits et procédés de biotechnologie sont mis en marché, et les rendements de la recherche-développement dans le domaine sont à la hausse.

En 1999, près de 6 600 produits de biotechnologie ont été commercialisés, contre seulement 1 758 en 1997. Cette hausse se traduit aussi dans les revenus.

En effet, les revenus des grandes entreprises, c'est-à-dire celles de plus de 150 employés, ont totalisé 1,4 milliard de dollars en 1999, soit plus de trois fois et demie de plus qu'en 1997. Les revenus d'exportation ont plus que triplé au cours de la même période.

En 1997, chaque dollar dépensé antérieurement pour la recherche-développement en biotechnologie a rapporté 1,65 $. En 1999, cette somme était de 2,36 $.

Les dépenses en recherche-développement dans la biotechnologie sont concentrées dans les secteurs de la santé humaine. De 1997 à 1999, ces dépenses se sont accrues de 294 millions de dollars. Les revenus dans ce seul secteur ont atteint 1 milliard de dollars en 1999, et 97 des 225 entreprises qui ont déclaré des revenus de biotechnologie en font partie. On a aussi noté, cependant, une croissance dans le domaine de l'agriculture et dans celui de la transformation alimentaire.

L'étude précitée montre aussi que les petites entreprises, soit celles de moins de 50 employés, font face à de plus sérieux problèmes de commercialisation. Plusieurs d'entre elles ont peu de revenus, et leur plus grand défi est de mettre leurs produits sur le marché.

La capacité à générer des revenus et à dépenser pour la recherche-développement en biotechnologie est déterminée par la taille des entreprises. De ce fait, les petites entreprises vont probablement continuer à faire face à des pressions pour se regrouper ou pour former des alliances stratégiques. Car plus les entreprises accroissent leur taille, plus elles sont à même d'investir dans la recherche-développement et de générer plus de revenus.

On peut gratuitement consulter l'étude intitulée ***Comment la biotechnologie évolue-t-elle au Canada?*** *(88F0006XIF) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour en savoir plus, communiquez avec Namatié Traoré au (613) 951-4489, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.*

Les livraisons des scieries alimentées par la forte demande de construction résidentielle

En 2002, les scieries canadiennes ont livré 72,5 millions de mètres cubes de bois d'œuvre, en hausse de 2,8 % par rapport à 2001. La forte demande de construction résidentielle a été le principal facteur de cette hausse, ce qui a atténué les effets du différend sur le bois d'œuvre avec les États-Unis.

En dépit des pénalités imposées durant la majeure partie de 2002, la forte demande de bois d'œuvre aux États-Unis et un taux de change favorable ont entraîné, en 2002, une hausse de 0,7 % des exportations de bois d'œuvre canadien par rapport à 2001.

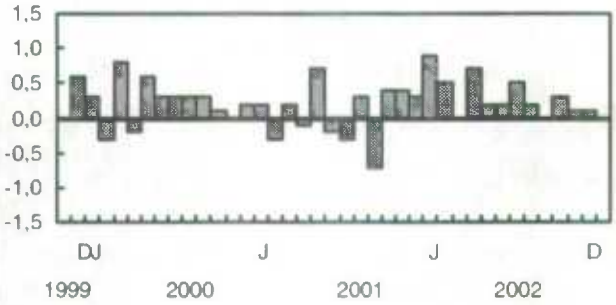
Le volume des livraisons a augmenté de 7,9 % en Colombie-Britannique. D'autres progressions ont été déclarées dans les Prairies ainsi qu'en Nouvelle-Écosse. Par contre, le Québec et l'Ontario ont enregistré des baisses de 6,2 % et 6,4 % respectivement en 2002. Les livraisons de bois d'oeuvre ont légèrement diminué au Nouveau-Brunswick.

Le numéro de décembre 2002 de ***Scieries et ateliers de rabotage*** *(Internet : 35-003-XIB, 9 $/86 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873 8789 (courriel : manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.*

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

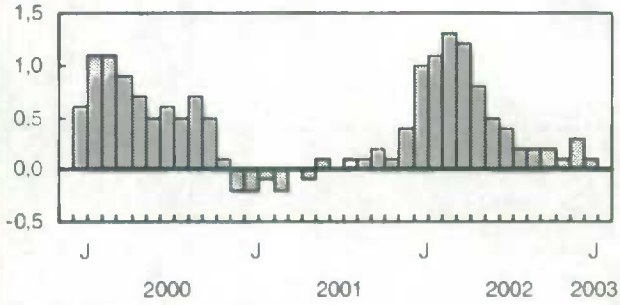
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,1 % en décembre, soit la même croissance qu'en novembre.

Indice composite

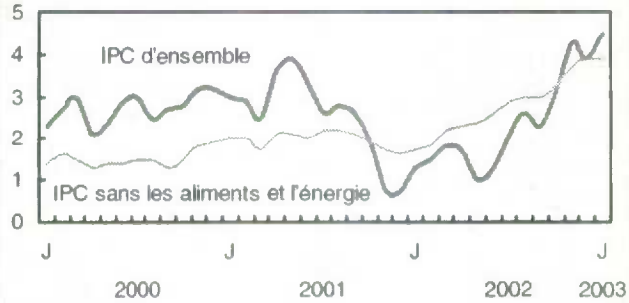
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,1 % en janvier, après avoir augmenté de 0,3 % en décembre.

Indice des prix à la consommation

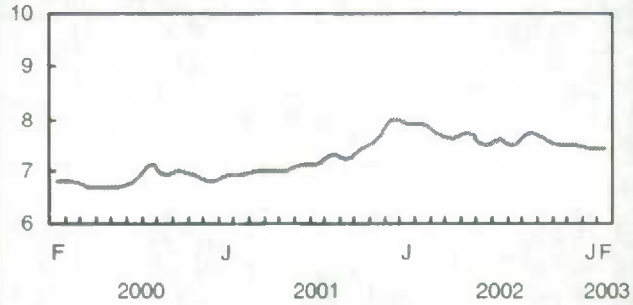
Variation annuelle en %



En janvier, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 4,5 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,9 %.

Taux de chômage

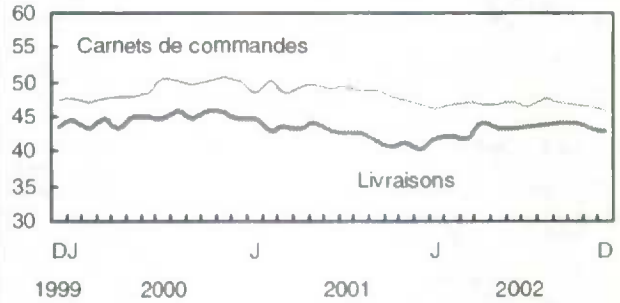
%



En février, le taux de chômage est resté inchangé à 7,4 %.

Fabrication

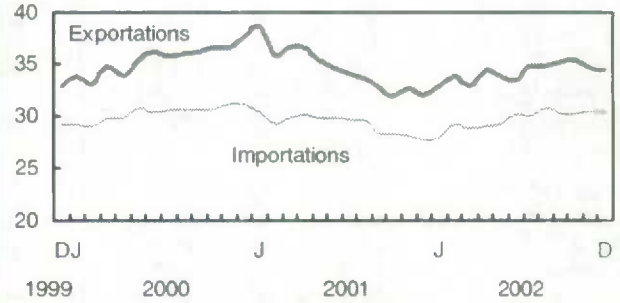
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont baissé de 0,9 % en décembre pour atteindre 43,0 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 1,1 % pour se fixer à 46,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En décembre, les exportations ont reculé de 0,3 % pour se fixer à 34,5 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 0,5 % pour se fixer à 30,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997)[1]	décembre	989,2	0,1 %	3,8 %
Indice composite (1992 = 100)	janvier	180,1	0,1 %	6,6 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4e trim. de 2002	41,9	5,1 %	32,8 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)[2]	4e trim. de 2002*	82,9	-0,2 †	2,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	25,9	0,2 %	3,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier*	129,0	-14,1 %	-11,8 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	décembre	36,1	0,3 %	9,1 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février*	15,7	0,4 %	3,4 %
Taux de chômage (%)	février*	7,4	0,0 †	-0,4 †
Taux d'activité (%)	février*	67,5	0,2 †	1,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre	685,42	0,21 %	2,17 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février	111,4	-0,2 %	-11,5 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	décembre	547,8	-0,5 %	-2,1 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier*	35,0	1,3 %	6,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier*	30,0	-1,3 %	8,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier*	4,9	0,8	-0,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	décembre	43,0	-0,9 %	6,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	décembre	42,5	-1,6 %	7,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	décembre	46,0	-1,1 %	-1,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,47	0,02	-0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	121,4	0,8 %	4,5 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	janvier	108,4	0,3 %	2,0 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	janvier	125,6	5,2 %	22,2 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	janvier*	113,1	0,3 %	5,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* *Nouveau cette semaine.*

† *Points de pourcentage.*

1. *1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.*
2. *Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.*

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

∞

Produits diffusés du 6 au 12 mars 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix ($) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Production d'œufs	janvier 2003	23-003-XIB	gratuit
Indice des prix des produits agricoles	décembre 2002	21-007-XIB	gratuit
La revue des céréales et des graines oléagineuses	décembre 2002	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	décembre 2002	22-007-XPB	15/149
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	décembre 2002	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	décembre 2002	65-004-XPB	78/773
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	janvier 2003	44-001-XIB	5/47
Contreplaqués de construction	décembre 2002	35-001-XIB	5/47
Production et disposition des produits du tabac	janvier 2003	32-022-XIB	5/47
Scieries et ateliers de rabotage	décembre 2002	35-003-XIB	9/86
Statistiques de l'énergie électrique	décembre 2002	57-001-XIB	9/85
INSTITUTIONS PUBLIQUES			
Statistiques sur le secteur public	2001-2002	68-213-XIF	46
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	janvier 2003	64-001-XIF	14/145
PRIX			
Statistiques des prix des immobilisations	3e trim. de 2002	62-007-XPB	24/79
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Comment la biotechnologie évolue-t-elle au Canada: comparaison des enquêtes sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 1997 et 1999		88F0006XIF	gratuit
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	décembre 2002	72-002-XIB	24/240
Information population active, pour la semaine se terminant le 15 février, 2003		71-001-XIF	8/78
TRANSPORTS			
Chargements ferroviaires mensuels	octobre 2002	52-001-XIF	8/77

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**
Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».
Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.
Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.
Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».
Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.
Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.
Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010363321

DATE DUE